

Résolutions de la conférence des partis et organisations d'Europe, membres de la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes Léninistes (CIPOML)

Organisation pour la reconstruction du Parti Communiste des Ouvriers d'Allemagne,
Parti Communiste des Ouvriers du Danemark (APK)
Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) (PCE(m-l))
Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF)
Plateforme Communiste d'Italie, Coordination Communiste de Lombardie, Coordination Communiste de Toscane
Organisation marxiste léniniste *Revolusjon* de Norvège
Parti du Travail EMEP de Turquie,

Septembre 2020

Notre appel pour la lutte aux ouvriers et travailleurs d'Europe...

En tant que membres, en Europe, de la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes (CIPOML), nous nous sommes réunis dans les conditions de la pandémie de coronavirus pour évaluer le travail de nos partis dans la période initiale de la pandémie et avons plus particulièrement discuté de nos activités dans la période actuelle dite de « nouvelle normalité »

Il est évident que nous ne faisons pas face à un « ennemi invisible ». Il est vrai que le coronavirus ne fait pas de distinction entre les classes, mais dans les conditions de l'hégémonie de la bourgeoisie internationale et du capital financier, le niveau de gravité de la pandémie ainsi que les politiques mises en place contre la pandémie ont tout à voir avec les classes.

Preuve de cette dimension de classe, le fait que seuls les capitalistes, et dans une moindre mesure la classe moyenne, ont pu obtenir des aides financières pour faire face à la pandémie ; ils ont eu la possibilité de mettre en place le travail à distance pendant que la classe ouvrière n'obtenait que des miettes. Se protéger n'a été possible que pour les capitalistes qui ont pu trouver refuge dans leurs chalets à la montagne ou sur les îles lointaines alors que les travailleurs n'ont pas eu l'opportunité de rester chez eux sans travailler.

Durant la période initiale de la pandémie, les travailleurs des secteurs essentiels, tels que la santé, l'alimentation, la logistique, les postes, les transports publics... ont continué à travailler et ont été mis en danger. Dans la période de « nouvelle normalité », toutes les entreprises et lieux de travail ont pour but de fonctionner à pleine capacité autant que possible, exposant les ouvriers et les travailleurs au risque de contagion par le virus.

De plus, bien que les travailleurs occupés dans des secteurs essentiels, tels que la santé, le nettoyage et les supermarchés, dont la majorité sont des femmes, soient les plus touchés par la pandémie ; bien que leurs conditions de travail soient les plus mauvaises et les plus difficiles, ils n'ont pas reçu ce qu'ils méritent, pas même sous la forme d'une augmentation de salaire.

De même, alors que les capitalistes peuvent utiliser tous les remèdes possibles dans les hôpitaux privés, les travailleurs se considèrent comme chanceux s'ils peuvent se faufiler dans un coin des couloirs des hôpitaux publics qui ne peuvent plus fonctionner correctement en raison des politiques néo-libérales de privatisation et d'austérité. Les personnels de santé ne peuvent même pas obtenir l'équipement de protection nécessaire et les travailleurs ont été renvoyés chez eux pour s'y isoler ou laissés à eux-mêmes dans les couloirs de l'hôpital.

Les personnes âgées et les personnes vulnérables ont également été livrées à elles-mêmes au lieu d'être placées sous protection spéciale. Les témoignages sont nombreux sur le triste état des maisons de retraite pendant la pandémie. La pandémie, le confinement, et le chômage qui en résulte, ont frappé tout particulièrement les femmes: ce sont elles qui ont perdu leur emploi en premier. De plus, alors que le fardeau de la maison repose principalement sur leurs épaules, elles étaient à en première ligne dans la lutte contre la pandémie car ce sont principalement des femmes qui travaillent dans les secteurs de la santé, du nettoyage et des supermarchés.

Les conditions auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui nous ont montré une fois de plus que la pandémie qui a coûté tant de vies et la pénurie de lits d'hôpital et d'équipements de protection, sont toutes liées aux politiques gouvernementales de privatisation des hôpitaux et autres instituts de santé, ainsi qu'aux mesures d'austérité. Il est évident que ces politiques néo-libérales visent à diminuer les droits acquis des travailleurs tels que la santé, l'éducation et le logement, en supprimant leur caractère de droits publics et en les ouvrant aux entreprises privées à des fins de profit et d'exploitation. Nous avons tous été témoins des conséquences du capitalisme néo-libéral : les privatisations et les coupes dans les services publics jugés inutiles, s'ils ne sont pas rentables, ont conduit à la condamnation à mort de centaines de milliers de personnes, principalement des travailleurs. Ce dont nous avons été témoins, c'est que la lutte contre la pandémie est indissociable de la lutte contre le capitalisme.

Bien qu'en Europe nous n'ayons pas d'exemples à la Trump ou à la Bolsonaro qui ont ouvertement ignoré la menace de la pandémie, les gouvernements bourgeois sont les seuls responsables du fait que le continent européen ait été pris au dépourvu par la pandémie, et cela à cause des privatisations et des mesures d'austérité laissant à l'abandon les services publics de santé, menant à un secteur de la santé dysfonctionnel, incapable de donner aux personnels de santé de première ligne les protections nécessaires, allant jusqu'à considérer la recherche de « l'immunité collective » comme une option viable. Nous ne pouvons pas laisser ces gouvernements tenter de faire porter à la pandémie toute la responsabilité de la crise capitaliste, de laver leurs politiques néolibérales de toute responsabilité, alors qu'elles aggravent la crise, de déplacer le fardeau de la pandémie sur les épaules des travailleurs et des ouvriers. Ce sont le capital et ses gouvernements qui sont responsables de cette crise et ce sont eux qui doivent assumer son fardeau.

Ce ne sont pas seulement la destruction des services de santé et la lutte contre la pandémie qui ont un caractère de classe évident ; le capitalisme européen, qui est entré en stagnation dans la période pré-pandémique, accumulant les éléments de crise, tente de faire porter le fardeau de la crise sur la classe ouvrière, crise aggravée par la pandémie, notamment sous la forme d'une augmentation du chômage et de la pauvreté. Les capitalistes veulent que les travailleurs et les ouvriers paient le prix de la pandémie et de leur propre crise, et ce faisant, ils nous motivent à nous unir et à les combattre.

Ainsi, la Commission européenne travaille sur un projet de salaire minimum européen. Cette question ne peut pas être du seul ressort de la négociation entre la Commission et la Confédération européenne des syndicats (CES). Il faut suivre cette question de près, pour empêcher toute réglementation qui soit au détriment des travailleurs.

Non ! Nous refusons de payer la note. Ce n'est pas nous qui avons privatisé ; ce n'est pas à nous, mais aux capitalistes et à leurs gouvernements que doivent être demandés des comptes pour les pénuries d'hôpitaux qui ont conduit à un affaiblissement de la lutte contre la pandémie. Nous ne sommes pas responsables de la crise ; c'est celle du capitalisme exploiteur. Pour nous, travailleurs, la lutte contre la pandémie et le capitalisme est devenue d'autant plus importante que les rouages du capitalisme tournent toujours plus vite pour assurer le profit maximal du capital, sans se soucier de la pandémie et du risque de contagion, et alors que les licenciements montent en flèche et que les lieux de travail ouvrent à nouveau leurs portes.

A la détérioration des conditions sociales liées à la pandémie, s'ajoutent deux conséquences qui découlent de l'aggravation des contradictions du système capitaliste impérialiste. Il s'agit de la contradiction entre les classes sociales, de l'aiguïsement des contradictions inter-impérialistes, des rivalités et de la lutte pour le repartage du monde qui trouvent leur origine dans le développement inégal du capitalisme dans les différents pays et secteurs. Les contradictions inter-impérialistes se manifestent surtout entre les États-Unis et la Chine, mais aussi entre la Russie et l'Europe :

Ces conséquences, sont :

1) Le besoin croissant des bourgeoisies en Europe de politiques et de formes de gouvernement nouvelles et plus réactionnaires, dans le but de garder sous contrôle les classes exploitées dont le mécontentement grandit et qui ont du mal à continuer à vivre « comme avant ». Les tendances nationalistes et racistes, l'extrême droite et le fascisme ainsi que la xénophobie sont en hausse.

2) Les dépenses de guerre, le bellicisme et la militarisation augmentent. Pour l'Europe, les conséquences de la lutte pour une part accrue des marchés mondiaux et de l'hégémonie se manifestent en Méditerranée, en Syrie, en Libye et en Afrique ainsi qu'en Ukraine, et aujourd'hui, en Biélorussie.

Malgré de graves conséquences de la pandémie, les oligarques capitalistes et leurs gouvernements utilisent les ressources publiques pour sauver les entreprises capitalistes, pour l'armement, pour plus de dépenses militaires, dans des interventions pour le repartage du monde, en Europe du Nord et dans l'Arctique, en Méditerranée, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient où l'UE, menée par l'Allemagne et la France, s'efforce également d'augmenter sa part du gâteau. Tout cela, alors qu'il faudrait venir en aide aux masses ouvrières et aux services de santé dans la lutte contre le coronavirus et la crise. Ceci est inacceptable !

En tant que partis et organisations marxistes-léninistes, nous travaillons et travailleront pour développer la lutte unie du Travail contre le Capital dans les usines, les lieux de travail et les quartiers, en prenant les mesures nécessaires contre la pandémie telles que la distanciation physique, le port de masques et les mesures en matière d'hygiène, mais sans nous isoler chez nous.

Ce n'est qu'au travers de la lutte de la classe ouvrière et des travailleurs, une lutte qui inclut les jeunes et les femmes, que nous pouvons éviter de payer le fardeau de la pandémie et de la crise capitaliste, de connaître l'avenir incertain qui se détériore rapidement du fait de l'augmentation du chômage et la pauvreté, des destructions causées par les guerres et de la destruction de l'environnement, dont nous voyons encore aujourd'hui le résultat avec le changement climatique. Nous, la classe ouvrière, les travailleurs, les jeunes et les femmes, pouvons surmonter à la fois la pandémie et le capitalisme avec ses crises destructrices. Nous seuls pouvons y parvenir.

Rassemblons-nous autour du front du travail le plus large possible afin de nous débarrasser de l'hégémonie du capital qui à la fois exploite et se désintéresse de l'environnement et de la santé publique. **Le capitalisme n'a rien à nous offrir, rien à offrir aux travailleurs. Ce n'est pas notre avenir. La rupture révolutionnaire, pour une nouvelle société, socialiste, est nécessaire et possible.**

Nous appelons la classe ouvrière et les travailleurs de toutes nationalités des peuples d'Europe à lutter pour les revendications immédiates suivantes contre le capitalisme, qui ne considère pas la pandémie comme un problème de santé publique, et les gouvernements bourgeois qui ne mettent pas en œuvre des mesures donnant la priorité à la santé publique :

- Les gouvernements ne peuvent pas se désintéresser de la lutte contre la pandémie de coronavirus en laissant les gens livrés à eux-mêmes, au nom du retour à la « normale », en mettant en péril la santé publique et en laissant aux gens la responsabilité de prendre leurs propres mesures. Nous disons Non aux gouvernements qui donnent la priorité au bien-être de l'économie capitaliste et aux profits des capitalistes, en préparant la « seconde vague » en assouplissant les restrictions !
- L'accès aux services de santé est un droit public ; accès libre et égal pour tous ! Les privatisations et les coupes dans le secteur de la santé doivent cesser ; les services de santé doivent être améliorés avec de nouveaux investissements et avec le déploiement de plus de médecins et de personnels de santé ; tous les hôpitaux, établissements de santé, entreprises pharmaceutiques, privés ou autres, doivent être contrôlés par les travailleurs, les syndicats et les organisations professionnelles de ce secteur.
- Les conditions de travail des médecins et des personnels de santé ainsi que des autres personnels en première ligne tels que les travailleurs du nettoyage, les employés des supermarchés et les employés de la logistique, doivent être améliorées ; leurs salaires doivent être augmentés.
- Les priorités pour les tests et pour les traitements doivent aller aux personnels de santé, aux autres groupes à risque et aux travailleurs et aux ouvriers travaillant en grand nombre sur les lieux de travail, qui doivent être considérés comme des groupes à risque.
- Sans conditions de travail sûres, pas de production ! Les lieux de travail infectés par le coronavirus doivent être fermés jusqu'à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises, et les travailleurs doivent être payés en totalité.
- Le travail à domicile ne doit pas être utilisé par les employeurs comme une opportunité d'exploitation intensifiée ; Non à l'obligation de travailler plus !

- Les licenciements doivent être interdits, les congés payés doivent se poursuivre pendant la pandémie.
- L'assurance chômage et le soutien aux travailleurs qui ne peuvent pas travailler doivent être étendus et concerner aussi les migrants et les réfugiés sans aucune condition préalable.
- Le droit de « respirer » est un droit de l'homme inaliénable ; non à la discrimination raciale et à la xénophobie ! Égalité des droits et des chances pour tous.
- L'éducation doit être réorganisée dans les écoles avec des mesures et des transports adéquats en fonction des conditions de la pandémie, et les classes infectées doivent fermer jusqu'à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises.
- Face à la « deuxième vague », les pénuries de médicaments, de vaccins, d'équipements de protection et de nourriture doivent être traités rapidement. Masques et produits d'hygiène gratuits pour tous !
- Non aux milliards d'euros de subventions publiques pour les monopoles !
- Stop aux dépenses de guerre : des fonds pour la santé et l'éducation plutôt que pour l'armement.
- Les grèves et les manifestations ne peuvent être interdites ; il n'est pas acceptable de restreindre le droit de grève, de protestation, d'association politique et syndicale, la liberté de la presse, sous le prétexte de la pandémie. Non à la répression d'Etat, non à l'Etat policier !
- Les êtres humains sont indissociables de leur environnement ; non à la destruction de la nature au nom du profit maximum !

L'avenir de la jeunesse est dans un changement révolutionnaire de système

Comme les jeunes du reste du monde, les jeunes Européens exigent de plus en plus un changement. Ils veulent l'espoir d'un avenir où ils pourront respirer et vivre leur vie dans la paix et la justice. Les jeunes sont de plus en plus mécontents d'un système dont la seule finalité est de sauvegarder le profit avant les personnes et la nature. C'est pourquoi leur confiance, leurs espoirs et leurs attentes sont ébranlés. Des milliers de jeunes prennent conscience de la cause de leurs problèmes et se lancent dans la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie, pour leur avenir.

Pour la deuxième fois - avec la nouvelle crise économique et la pandémie - la plupart d'entre eux ont vu leurs espoirs de vie tronqués. Beaucoup se rendent compte que dans le système capitaliste, il n'y a pas d'avenir pour un développement complet et indépendant. Ils savent très bien que les droits gagnés par leurs parents et grands-parents ne reviendront pas. La réalité, à laquelle font face les jeunes en Europe, est sombre.

La jeunesse est un secteur particulièrement touché par la crise capitaliste en Europe. Après la grande récession qui a commencé en 2008 et dont certains ont connu les effets dans leur enfance ou leur adolescence, les jeunes sont à nouveau touchés par le chômage, qui ne s'était

pas réduit significativement, pendant les années précédentes. Ils connaissent des problèmes tels que la précarité de l'emploi, les bas salaires, l'accès à un logement décent et la privatisation et élitisme croissant de l'éducation. Il y en a assez de faire porter les conséquences de la crise capitaliste sur les épaules de la jeunesse !

Les jeunes travailleurs sont contraints à un marché du travail où la surexploitation et l'instabilité de l'emploi sont la norme. Dans la pratique, les jeunes prolétaires se voient interdire l'accès à des emplois qui leur permettraient de faire face au coût élevé de la vie et aux prix abusifs du logement. En conséquence, une majorité croissante se trouve dans l'impossibilité de devenir indépendante et de démarrer son propre projet de vie. Cela ne les a évidemment pas dispensés de devoir affronter la pandémie en première ligne dans de nombreux secteurs et branches d'activité où ils se sont retrouvés en position de faiblesse face à des employeurs insatiables, notamment dans le cas des jeunes migrants. Les jeunes travailleurs doivent s'unir, pour exiger un logement décent, pour lutter contre les fardeaux de la pandémie et des crises capitalistes !

Il y a longtemps que le capital a mis la main sur des opportunités de faire du business dans des secteurs qui, comme l'éducation publique, n'avaient pas auparavant attiré les investisseurs. La conséquence en a été un démantèlement progressif de l'enseignement public dans une grande partie de l'Europe, et une évolution vers des systèmes de plus en plus sélectifs. Les écoles publiques remplissent de plus en plus un rôle social, en accueillant la masse des jeunes des milieux populaires pour la formation d'une main-d'œuvre « polyvalente » et soumise, tandis que le capital privé se réserve les filières spécialisées les plus rentables.

La pandémie a dramatiquement accentué cette tendance, les systèmes publics se révélant incapables d'apporter une réponse adéquate en termes de qualité et de sécurité, tout en maintenant déjà des frais universitaires élevés. L'enseignement à distance a aggravé l'écart de classe entre les étudiants, en touchant plus particulièrement les familles de la classe ouvrière qui ne disposent pas des moyens nécessaires à l'enseignement en ligne. Les salles de classe surpeuplées ne permettent pas d'assurer les mesures de sécurité sanitaire. Le prix élevé des frais de scolarité rend l'enseignement supérieur inaccessible pour la classe ouvrière, frappée par le chômage et la suspension temporaire de l'activité économique. Défendons la garantie d'une éducation de qualité pour les fils et filles des familles ouvrières !

Malgré cela, la bourgeoisie stigmatise et criminalise les jeunes en les rendant responsables de l'augmentation des cas d'infection. Elle se dégage de toute responsabilité alors qu'elle ne garantit pas leur sécurité face à la pandémie, dans les différents domaines de leur vie, notamment en matière d'emploi et de conditions de travail. Le capital a encouragé pendant des décennies des comportements fondés sur l'individualisme et l'hédonisme pour faire grossir ses profits, et il cherche maintenant cyniquement à se décharger de sa responsabilité sur les épaules des jeunes.

Même s'ils trichent sur les chiffres, les gouvernements bourgeois sont bien coupables d'avoir donné la priorité aux profits du capital sur la vie des ouvriers, obligés d'aller travailler et de s'entasser chaque jour dans les transports publics. La jeunesse ouvrière est aujourd'hui victime et bouc émissaire du capitalisme !

Ce faisant, le système capitaliste montre de plus en plus clairement qu'il n'a rien à offrir à la jeunesse. Celle-ci, malgré la propagande bourgeoise incessante, montre jour après jour son mécontentement, son souci de l'avenir et une propension croissante à la lutte. Dans un contexte de montée des tendances réactionnaires, la majorité des jeunes prennent position, face à des problèmes tels que le racisme, la répression policière ou le changement climatique. Ils manifestent leur rejet de la guerre impérialiste, parce qu'ils veulent vivre en paix et en solidarité avec le reste des peuples. Ce qu'ils démontrent en fait, c'est qu'ils ne veulent pas continuer à

vivre dans un système qui les marginalise. Ils exigent des changements qui, de fait, attaquent les racines-mêmes de ce système.

La jeunesse est une composante fondamentale de l'opposition sociale aux politiques réactionnaires des gouvernements au service du capital: si elle est organisée, elle sera un moteur essentiel du changement révolutionnaire. Elle doit s'unir et s'organiser pour lutter contre le chômage et la pauvreté, contre les obstacles à l'accès à l'éducation, contre la surexploitation !

L'Europe est à la croisée des chemins, pour les intérêts du prolétariat, face à la menace de l'autoritarisme, de l'exploitation croissante et du fascisme. Les jeunes travailleurs ont donc devant eux la possibilité de contribuer à un tournant de l'histoire. Il est temps pour eux de s'intéresser à la lutte de la classe ouvrière : unissons-nous et luttons ensemble contre les fardeaux de la pandémie et des crises capitalistes !

En combattant aux côtés de ceux de leur classe, en conquérant des droits collectifs, les jeunes construisent leur avenir et assurent leur propre émancipation. Luttons contre la domination du capital financier international et des monopoles! Luttons contre le capitalisme!

Sur le combat contre les violences faites aux femmes

Dans le contexte de la pandémie, le poids de la crise pèse sur l'ensemble des travailleurs. Le fardeau le plus lourd est supporté par les femmes, notamment celles qui sont dépendantes d'une protection sociale et des aides d'Etat, toujours limitées et parfois inexistantes durant cette période.

La « nouvelle normalité » du capitalisme représente une période où les attaques contre les gains séculaires des femmes, qu'elles ont arrachés par leur lutte pour la liberté et l'égalité, s'aggraveront encore davantage. Cela a été le cas dans toutes les crises du système capitaliste et dans les périodes de guerres impérialistes. Les femmes font et devront faire face à des durées de travail plus longues, à des conditions de travail dégradées, à des formes de travail plus précaires, à davantage de discrimination et de pratiques sexistes.

La domination masculine est renforcée en tant qu'élément essentiel du contrôle de la production et des services, les subventions de l'Etat sont transférées aux monopoles, au lieu de venir en aide aux femmes touchées par la pandémie. Alors que les femmes sont enfermées dans des relations patriarcales, la réduction de tous les droits qui devraient être garantis par l'Etat, pousse davantage les femmes dans le camp de la pauvreté, des inégalités et de la violence.

Les partis d'extrême droite, populistes, de candidats à la dictature, sont soutenus par les capitalistes. Ces gouvernements racistes, misogynes, homophobes et réactionnaires tentent d'obtenir un soutien en portant atteinte aux droits les plus élémentaires des femmes. Ces attaques forcent également les femmes à lutter pour des questions fondamentales telles que les droits à la contraception, les droits civils, le droit de marcher en toute sécurité dans la rue et le droit à la protection contre la violence domestique.

Il est également remarquable que la Convention d'Istanbul, qui a révélé la source de la violence à l'égard des femmes comme une « inégalité » et oblige les États à lutter contre cette violence, soit devenue une cible dans de nombreux pays européens. Les gouvernements qui ne considèrent pas les femmes comme des individus, qui réduisent leurs droits à l'égalité en matière de citoyenneté et qui imposent des politiques qui les emprisonnent au sein de la famille,

tendent de faire disparaître la lutte contre la violence – un des problèmes fondamentaux des femmes – en tant que « droit de citoyenneté » dont l'Etat devrait assumer la responsabilité.

En même temps que les fronts de la lutte des femmes s'élargissent, les possibilités pour beaucoup de femmes de se rassembler pour lutter pour ces droits fondamentaux se développent également. Nous soulignons que les femmes souffrent davantage des conséquences de la pandémie et que la lutte contre la violence à l'égard des femmes est une partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière.

Contrairement aux projets de société qui ne voient pas la lutte des femmes comme partie d'une lutte plus large, nous soulignons le fait que l'élimination de la violence à l'égard des femmes est un problème de système. Les travailleurs des deux sexes ont la responsabilité de prendre position contre les inégalités touchant des femmes, la violence sexiste et les pratiques discriminatoires car l'égalité est un programme essentiel de la lutte des classes.

Pour cette raison, nous lutterons pour mettre toutes les sortes de violences, d'inégalités et de discriminations, aggravées par le capitalisme, à l'ordre du jour de la classe ouvrière. En tant que CIPOML, nous déclarons que le socialisme est le seul moyen pour les femmes d'être à l'abri de la violence, de l'insécurité dans le monde du travail, des inégalités de salaire, des crises économiques, des guerres, de l'homophobie, des politiques d'immigration xénophobes, de la colonisation, de la destruction de la nature et du néolibéralisme!

La CIPOML appelle toutes les femmes à prendre part à la lutte pour tous les droits fondamentaux, du droit à l'éducation, aux soins de santé, au logement, à l'égalité, à de meilleures conditions de travail, à l'égalité de rémunération, aux droits civils, à l'égalité de représentation politique, jusqu'à l'arrêt de la violence et de la destruction écologique.

A l'occasion de la Journée pour l'éradication de la violence à l'égard des femmes le 25 novembre, nous travaillerons à développer la mobilisation autour de ce thème et avec ces revendications dans nos pays. Nous sensibiliserons la classe ouvrière à son rôle essentiel dans la lutte contre la violence et nous travaillerons à organiser les femmes afin qu'elles arrachent leurs revendications et leurs droits.

Pour l'unité des travailleurs et la fraternité des peuples de la Méditerranée.

Non aux postures guerrières et à l'escalade des armes !

La tension économique-diplomatique et militaire, qui s'est intensifiée ces derniers mois en Méditerranée orientale, semble être une tension entre la Turquie et la Grèce, tous deux membres de l'OTAN qui ont fait des Balkans une zone de rivalité. Il s'agit, en fait, d'une manifestation de la compétition régionale et du conflit pour une nouvelle division qui implique le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe.

Cette tension, qui montre l'ampleur de la rivalité et de la lutte pour l'hégémonie toujours croissante entre les principales puissances impérialistes, n'est pas dans l'intérêt des travailleurs et des ouvriers des pays qui y sont impliqués. Au contraire elle pousse au nationalisme et à l'animosité entre les peuples.

Les Etats capitalistes et leurs gouvernements, tels que la Turquie, la Grèce, l'Égypte, Israël, l'Iran et l'Arabie saoudite, qui se caractérisent par l'oppression et l'exploitation de leurs propres peuples, ne sont, bien sûr, pas innocents et essaient de saisir leur part en collaborant avec les grands Etats impérialistes et en jouant sur les rapports de force. Cependant, les Etats-Unis et la Russie ainsi que les impérialistes européens notamment la

France et l'Allemagne, sont les principaux responsables de cette tension et de cette crise qui s'intensifient dans la région.

Alors que la France semble être à l'avant-garde du conflit, l'Allemagne et l'UE tentent de jouer le rôle d'un soi-disant arbitre dans les tensions en Méditerranée orientale. Cependant, les bourgeoisies impérialistes dont les monopoles pétroliers et gaziers se précipitent dans la région depuis des années, ont également ouvert la voie à la tension actuelle en armant les pays de la région et en y installant des bases militaires ; elles font tout leur possible pour accroître leur part du marché de l'énergie.

Les impérialistes européens et l'UE dirigée par l'Allemagne, qui ont pillé la richesse de la Grèce endettée, y compris ses ports, semblent maintenant la soutenir contre la Turquie. Ils semblent avoir trouvé une nouvelle méthode pour piller ses richesses et accroître sa dépendance en l'encourageant à une course aux armements, la France étant en pointe sur cette question. Avec le soutien de l'Europe, la Grèce a déjà accepté d'acheter des avions de combat Rafale, deux navires de guerre, des hélicoptères à la France et quatre sous-marins à l'Allemagne. Le seul critère valable pour la France et les autres pays impérialistes européens est celui de leurs propres intérêts impérialistes, intérêts qui pourraient les amener plus tard à laisser la Grèce se débrouiller toute seule, alors qu'ils semblent la soutenir pour l'heure.

Ces politiques impérialistes n'ont pas seulement pour conséquence de faire de la Méditerranée un théâtre de guerres et de conflits faisant subir davantage d'exploitation et des destructions aux peuples de la région. Elles conduisent également à la détérioration des conditions de vie des travailleurs européens en raison du détournement des ressources publiques des nécessités sociales telles que la santé, l'éducation, le logement, les droits sociaux, etc. au profit de l'armement et d'autres dépenses militaires.

L'intervention impérialiste menée par le Royaume-Uni et la France pour renverser Kadhafi a fait de la Libye un pays en proie à des conflits internes où les forces religieuses réactionnaires se sont renforcées, facilitant l'intervention de la Turquie. Celle-ci a envoyé du personnel militaire et des milices religieuses syriennes à la suite d'un accord bilatéral. Malgré le cessez-le-feu dans ce pays riche en pétrole, les conflits sont loin d'être terminés. La compétition inter-impérialiste et les rivalités entre les forces réactionnaires régionales contribuent à accroître les tensions en Méditerranée et de faire de la Libye l'un des principaux centres de conflit. Bien que dans certains endroits ces interventions prennent la forme de « guerres par procuration », la Turquie et la Russie ont déjà mené des interventions militaires en Libye.

La tragédie du peuple palestinien est une autre plaie ouverte de la région. L'Etat sioniste d'Israël, déterminé à s'emparer de toutes les terres palestiniennes, bombardant continuellement la bande de Gaza, a maintenant annoncé, avec le soutien des États-Unis, le transfert de sa capitale à Jérusalem, annexée malgré son statut spécial internationalement reconnu. Il faut s'attendre à ce que le processus de reconnaissance d'Israël par des États Arabes, initié par les Emirats Arabes Unis (EAU) pro-américains et par Bahreïn, gagne l'Arabie saoudite. Notre Conférence exprime sa pleine solidarité avec le peuple palestinien.

La migration de centaines de milliers de personnes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord chaque année, au péril de leur vie, est aussi le résultat de la rivalité impérialiste dans laquelle les pays européens sont impliqués. Les guerres, la crise capitaliste et la pandémie ont détérioré la situation des migrants. Les mêmes raisons alimentent le racisme et la xénophobie, qui rendent la vie insupportable pour les migrants.

Le seul moyen de combattre et de mettre un terme aux politiques des États-Unis, de la Russie et des impérialistes européens ainsi que des gouvernements réactionnaires de la région, politiques basées sur la militarisation, les conflits et l'inimitié entre les peuples, est d'intensifier la lutte pour la paix et la fraternité dans tous les pays.

Les gouvernements européens doivent être soumis à des pressions pour arrêter la course aux armements, le bellicisme et le commerce des armes avec les pays de la région, et pour retirer toute présence militaire étrangère de la région méditerranéenne. La montée de la lutte pour la paix et le désarmement est nécessaire pour diminuer la crise et des tensions en Méditerranée orientale. Mais elle est aussi dans l'intérêt des travailleurs des pays européens, dont les conditions de vie et de travail se sont encore dégradées à cause de la pandémie de coronavirus.

Nous, travailleurs, jeunes et femmes, qui n'avons rien à gagner des guerres et de la militarisation, nous, condamnons les politiques des Etats européens qui conduisent au bellicisme et à l'hostilité entre les peuples du Moyen-Orient et d'Afrique, et demandons la fin de la militarisation, du commerce des armes et des activités militaires dans la région.

- Non à l'exacerbation du nationalisme, de la xénophobie et à la course aux armements en Europe !
- Mettons fin à la militarisation et au bellicisme en Méditerranée !
- Que toutes les forces armées étrangères se retirent de la mer Méditerranée et des terres des pays méditerranéens !
- Stop aux ventes d'armes à la Turquie et à la Grèce !